



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**PREFECTURE  
DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
ET POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Dossier suivi par : Monsieur GILLARDET

☎ 04.91.15.64.66

n° 2010-310 SANC

☐ HOPI ☒ GIDIC ☐ non  
n° A / 6813 /

ARRIVEE  
le 2 - SEP. 2010

Destinataire : *B Besson*  
☒ Attribution ☐ Info  
Copie :

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

**A l'encontre de Monsieur Jean Pierre LOUIS  
Mandataire liquidateur judiciaire de la Société des MOTEURS BAUDOUIN /  
concernant l'arrêt de son exploitation d'une activité d'usinage, d'assemblage et d'essais de  
moteurs industriels et marins 165 Boulevard de Pont Vivaux  
dans le 10<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES DU RHONE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1,

Vu l'arrêté préfectoral du 11 août 1980 autorisant la Société des Moteurs Baudouin à poursuivre son activité d'usinage, d'assemblage, d'essais de moteurs industriels et marins située 165 Boulevard de Pont de Vivaux dans le 10<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille,

Vu l'arrêté n°2007-06A du 18 février 2008 autorisant le transfert de ces activités sur une partie de l'ancien site de la Société DIEBOLD à Cassis Quartier de Brégadan,

Vu le courrier du 21 juillet 2009 de Monsieur Jean-Pierre LOUIS Mandataire liquidateur judiciaire de la société des Moteurs Baudouin informant les services de l'inspection des installations classées de la signature d'une convention avec le futur acquéreur du site la Société ADSR REAL ESTATE qui s'engageait à prendre à sa charge les coûts des opérations de dépollution du site pour des faits antérieurs au 25 février 2005,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 27 octobre 2009,

Vu l'absence à ce jour, d'études environnementales réclamées pour pouvoir fixer les conditions de réhabilitation du site,

.../...

Considérant que la Société des Moteurs Baudouin représentée par son liquidateur judiciaire ne respecte pas les modalités de cessation d'activité de son usine définies aux articles R.512-39-1 et suivants du Code de l'Environnement,

Considérant que les infractions constatées peuvent entraîner des inconvénients pour la santé des personnes et pour la protection de la nature et de l'environnement,

Considérant que lorsque l'inspection des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

Monsieur Jean-Pierre LOUIS, liquidateur judiciaire de la société des MOTEURS BAUDOUIN, située 165 Boulevard Pont de Vivaux 13010 Marseille, est mis en demeure, de respecter dans un délai de quinze jours, les prescriptions des articles R.512-39-1, R.512-39-2 et suivants du Code de l'Environnement qui imposent la transmission à Monsieur le Préfet des études environnementales ainsi qu'un mémoire de réhabilitation du site.

### ARTICLE 2

Faute pour le liquidateur judiciaire de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

### ARTICLE 3

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### ARTICLE 4

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- le Maire de Marseille,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement X
- le Contre-Amiral Commandant du Bataillon des Marins pompiers de Marseille,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le 24 AOUT 2010  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Jean-Paul CELET

